

Audit - Bureau de Paris
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 42 99 66 44

www.bakertilly.fr

FONDATION LEOPOLD BELLAN

Fondation reconnue d'utilité publique (Décret du 29 mai 1996)

Siège social : 64, rue du Rocher
75008 PARIS

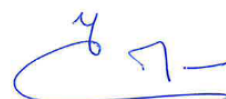
SIREN : 775 672 165

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2022

Certifié conforme, le 11 juillet 2023

Baker Tilly STREGO



Le Commissaire aux comptes

Jean-Yves MACE

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



FONDATION LEOPOLD BELLAN

Fondation reconnue d'utilité publique (Décret du 29 mai 1996)

Siège social : 64, rue du Rocher

75008 PARIS

SIREN : 775 672 165

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2022

Aux Membres du Conseil d'Administration de la **FONDATION LEOPOLD BELLAN**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **FONDATION LEOPOLD BELLAN** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Certifié conforme, le 11 juillet 2023

Baker Tilly STRIGO



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de la Fondation.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

Certifié conforme, le 11 juillet 2023
Baker Tilly STREGO



- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 17 mai 2023

Pour Baker Tilly STREGO



Jean-Yves MACE

Expert-comptable,
Commissaire aux comptes, Associé
Membre de la CRCC de Paris



Halima BENSALAH ESSKALI

Expert-comptable,
Commissaire aux comptes, Associée
Membre de la CRCC de Paris

Certifié conforme, le 11 juillet 2023

Baker Tilly STREGO



Le Commissaire aux comptes

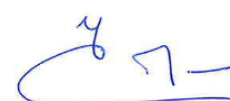
Jean-Yves MACE

en Euros

ACTIF		31/12/2022			31/12/2021
		BRUT	Amort - Provis	NET	NET
A C T I F	Immobilisations incorporelles : (points 2.7, 4.1 et 4.2)	14 934 784	7 252 810	7 681 974	6 822 854
	Frais d'établissement	1 111 489	1 047 280	64 209	58 295
	Frais de recherche et de développement	55 843	54 319	1 524	2 604
	Concessions, brevets et droits similaires	6 236 453	4 955 693	1 280 760	549 856
	Autres immobilisations incorporelles	6 519 575	1 195 519	5 324 056	5 451 813
	Immobilisations incorporelles en cours	1 011 424	0	1 011 424	760 286
	Immobilisations corporelles : (points 2.7, 4.1 et 4.2)	363 958 103	201 979 484	161 978 618	160 771 101
	Terrains	21 117 120	0	21 117 120	20 869 459
	Agencements et aménagements des terrains	7 479 971	6 649 588	830 383	1 013 663
	Constructions et leurs agencements, aménagements	250 845 405	138 643 661	112 201 744	119 635 005
	Installations techniques, matériel et outillage	25 908 905	20 602 604	5 306 301	5 258 374
	Installations générales aménagements divers	22 291 800	15 575 716	6 716 084	6 170 260
	Autres immobilisations corporelles	25 075 943	20 507 914	4 568 029	4 416 736
	Immobilisations corporelles en cours	11 236 307	0	11 236 307	3 401 348
	Avances et acomptes	2 650	0	2 650	6 257
E	Immobilisations financières : (point 4.1)	3 301 293	0	3 301 293	4 233 073
	Participations et créances rattachées	2 131 708	0	2 131 708	3 200 559
	Autres immobilisations financières	1 169 584	0	1 169 584	1 032 514
	TOTAL I	382 194 179	209 232 295	172 961 884	171 827 028
A C T I F	Stocks et en-cours	829 708	149 766	679 942	748 627
	Matières premières, approvisionnements	813 122	149 766	663 355	733 785
	Produits intermédiaires et finis	16 586		16 586	14 842
	Avances et acomptes versés sur commandes (point 4.2.3)	219 324	0	219 324	144 543
	Créances (points 4.2.2, 4.3 et 4.4)	26 026 227	1 614 811	24 411 416	24 773 697
	Redevables, usagers et comptes rattachés	18 435 826	1 575 415	16 860 411	18 542 013
	Autres créances	7 590 401	39 396	7 551 004	6 231 684
	Valeurs mobilières de placement (point 4.5)	49 442 830	1 001 702	48 441 128	43 446 959
	Disponibilités	19 668 897	0	19 668 897	22 170 723
	Charges constatées d'avance	1 808 274	0	1 808 274	1 498 702
C I R C U L A N T	TOTAL II	97 995 261	2 766 280	95 228 981	92 783 252
TOTAL GENERAL (I+II)		480 189 440	211 998 574	268 190 865	264 610 279

Certifié conforme, le 11 juillet 2023

Baker Tilly STREGO



Le Commissaire aux comptes

Jean-Yves MACE

en Euros

	PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
F O N D S P R O P R E S	Fonds propres sans droit de reprise	54 513 823	54 618 503
	Fonds statutaires	7 630 833	7 630 833
	Autres fonds propres	46 882 990	46 987 670
	Fonds propres avec droit de reprise	1 006 214	901 534
	Ecart de réévaluation	13 660 729	13 660 729
	Réserves	58 952 030	57 068 387
	Réserves d'investissement	36 806 669	35 828 322
	Réserves de trésorerie / Excédent affecté à la couverture du BFR	4 860 063	4 860 063
	Réserves de compensation	11 255 744	10 330 785
	Autres réserves	6 029 554	6 049 217
	Report à nouveau : (point 5.4)	- 14 064 618	- 13 590 604
	Report à nouveau sous gestion contrôlée	- 19 947 564	- 17 639 274
	Report à nouveau non contrôlé par des tiers financeurs	5 882 946	4 048 670
	Excédent ou déficit de l'exercice	- 2 960 803	1 438 021
	Résultat sous gestion contrôlée	- 4 617 475	- 1 119 480
	Résultat non contrôlé par des tiers financeurs	1 656 672	2 557 501
	SITUATION NETTE	111 107 375	114 096 570
	Subventions d'investissement	26 333 959	27 632 236
	Subventions	41 836 879	41 929 479
	Reprises des subventions	- 15 502 920	- 14 297 243
	Provisions réglementées	4 991 246	5 079 934
	Provisions destinées à renforcer la couverture du BFR	1 775 401	1 775 401
	Différence sur réalisation d'actif	2 539 761	2 465 172
	Autres provisions réglementées	676 084	839 361
	TOTAL I	142 432 580	146 808 739
FONDS REPORTES ET DEDIES	Fonds dédiés à l'investissement	12 751 583	10 051 899
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	6 105 823	5 758 083
	TOTAL II	18 857 406	15 809 981
PROVISIONS	Provisions pour risques	804 519	1 056 956
	Provisions pour charges	9 140 412	8 676 465
	TOTAL III	9 944 931	9 733 422
D E T T E S	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)&(2)	56 678 076	56 534 774
	Emprunts et dettes financières divers (2)	1 208 956	999 999
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 502 396	6 297 668
	Dettes fiscales et sociales	27 052 920	23 642 406
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 871 147	1 169 938
	Autres dettes	2 125 690	2 131 411
	Redevables créditeurs	1 034 813	950 368
	TOTAL IV	96 473 998	91 726 564
CPTES DE REGUL.	Produits constatés d'avance	481 950	531 572
	TOTAL V		
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	268 190 865	264 610 279

(1) dont découverts bancaires

(2) dont à plus d'un an

Certifié conforme, le 11 juillet 2023

Baker Tilly STREGO



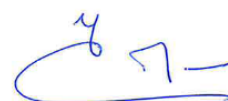
Le Commissaire aux comptes

Jean-Yves MACE

COMPTE DE RESULTAT (en Euros)		Exercice 2022	Exercice 2021
Ventes de biens et de services		10 923 008	11 317 349
<i>Dont ventes de biens</i>		88 334	73 055
<i>Dont ventes de prestations de services</i>		10 834 674	11 244 294
Produits de la tarification et subventions d'exploitation		177 391 462	165 991 859
Ressources liées à la générosité du public		368 251	341 085
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges		1 526 738	2 035 268
Utilisation des fonds dédiés		2 329 230	1 749 306
Autres produits		7 998 514	6 745 016
<i>Dont complément de rémunération des ESAT</i>		6 856 846	5 983 348
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		200 537 203	188 179 883
Achats de matières premières et de marchandises		2 769 105	2 750 739
Autres achats et charges externes		41 134 261	37 755 481
Impôts, taxes et versements assimilés		1 381 064	1 313 628
Salaires et traitements		88 639 080	83 335 377
Charges fiscales et sociales sur les rémunérations		49 873 210	46 771 131
Dotation aux amortissements des immobilisations		13 031 954	12 955 717
Dotation aux provisions		1 659 219	1 223 651
Report en fonds dédiés		5 423 022	2 122 137
Autres charges		196 412	256 808
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION		204 107 327	188 484 668
RESULTAT D'EXPLOITATION (point 6.1)		-3 570 124	-304 785
Produits financiers			
Autres intérêts et produits assimilés		1 132 751	967 388
Produits nets / cessions de valeurs mobilières de placement			
Charges financières			
Dotations aux provisions pour dépréciation		1 001 702	
Intérêts et charges assimilés		1 164 865	1 089 229
Charges nettes / cessions de valeurs mobilières de placement		96 338	6 180
RESULTAT FINANCIER (point 6.2)		-1 130 154	-128 021
RESULTAT COURANT		-4 700 278	-432 806
Produits exceptionnels			
Sur opérations de gestion		254 225	662 550
Produits de cession d'éléments d'actif		123 311	88 152
Quote-part de subventions d'investissement virée au résultat		1 487 969	1 518 547
Reprises sur provisions, dépréciation et transfert de charges		238 889	62 902
Charges exceptionnelles			
Sur opérations de gestion		119 828	59 099
Valeurs comptables d'éléments d'actif cédés		56 420	120 194
Dotation aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		97 641	191 039
RESULTAT EXCEPTIONNEL (point 6.3)		1 830 505	1 961 819
Impôts sur les Bénéfices		91 034	90 992
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE		-2 960 803	1 438 021
Reprise de résultats		150 227	120 465
RESULTAT EFFECTIF		-2 810 576	1 558 486
<i>(dont résultat non contrôlé par les tiers financeurs)</i>		1 656 672	2 557 501

Certifié conforme, le 11 juillet 2023

Baker Tilly STREGO



Le Commissaire aux comptes

Jean-Yves MACE

Certifié conforme, le 11 juillet 2023

Baker Tilly STREGO



Le Commissaire aux comptes

Jean-Yves MACE

FONDATION LEOPOLD BELLAN

64, rue du Rocher - 75 008 PARIS

Tél. : 01.53.42.11.50.

ANNEXE AUX COMPTES COMBINES

DE

L'EXERCICE CLOS

LE 31 DECEMBRE 2022

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers de la Fondation pour l'exercice ouvert du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022.

Les comptes se caractérisent par les données suivantes au 31 décembre 2022 :

Total des produits :	203 774 352 €	(après retraitement des transactions intra-groupes)
Total des charges :	206 735 155 €	(après retraitement des transactions intra-groupes)
Résultat comptable :	- 2 960 803 €	
Reprise de résultats :	150 227 €	
Résultat effectif :	- 2 810 576 €	

1. FAITS MAJEURS

1.1. Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

Depuis sa création en 1884, la Fondation Léopold Bellan – association reconnue d'utilité publique en 1907, puis comme fondation en mai 1996.

Institution à but non lucratif, la Fondation Léopold Bellan apporte aujourd'hui les réponses les mieux adaptées à la prise en charge des besoins :

- des très jeunes enfants,
- des enfants, jeunes et adultes en situation de handicap mental, psychique ou sensoriel
- des enfants et jeunes en danger ou en difficulté sociale,
- des malades,
- des personnes âgées.

Porteuse des valeurs de solidarité et de respect des autres, elle accueille ou accompagne sans distinction d'origine, d'appartenance religieuse ou de moyens les personnes qui la sollicitent.

Principalement implantée en région parisienne (75, 77, 78, 91, 92, 93, 94), la Fondation est également présente dans les départements de l'Oise (60), d'Eure-et-Loir (28) et d'Indre-et-Loire (37). Elle a vocation à atteindre, à terme, une dimension nationale.

Certifié conforme, le 11 juillet 2023

Baker Tilly STREGO



Le Commissaire aux comptes

Jean-Yves MACE

1.2. Périmètre de la Fondation

La Fondation Léopold Bellan a intégré dans son périmètre une nouvelle structure, l'établissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes « EHPAD » de la Grande Bretèche, ouvert en novembre 2022. Il s'agit d'un EHPAD de 65 places, en totalité habilité à l'aide sociale, situé à Tours.

Les comptes annuels de la Fondation comprennent les entités de gestion sous contrôle de tiers financeurs et d'autres non contrôlées par des tiers financeurs. La liste des filiales, des établissements et services au 31/12/2022 se présente comme suit :

- **Gestion non contrôlée par des tiers financeurs :**

- Filiales :
 - SCI Elysées Aqueduc
 - SCI Bellan Paris 20ème
 - SCI FLB2
 - SCI Bellan Résidentiel
 - SCI Bellan Paris XVI
 - L'E.U.R.L Commandite Léopold Bellan
 - La S.C.A Foncière Solidaire Léopold Bellan, société mise en équivalence (20,44%)
- Association de Formation Léopold Bellan
- Siège de la Fondation pour les activités ci-après :
 - Une partie du fonctionnement du siège et la gestion des dons
 - Gestion des immeubles non affectés à l'objet social
 - Une partie de la gestion du portefeuille et de la trésorerie
- Etablissements et Services d'Aide par le Travail (sections commerciales)
 - de Bry-sur-Marne
 - de Paris
 - de Noyon
 - de Montesson
 - de Chinon
 - de Magnanville
 - de l'AAE
- Les autres établissements à gestion propre
 - Gestion propre de Magnanville « Les amis du Château »
 - Résidence Hardouin à Tours (pour l'hébergement)
 - Résidence de Bois-Colombes (pour l'hébergement)
 - Gestion propre de l'IME « la Sapinière » : La Section d'Enseignement Pour l'Apprentissage aux Métiers de la Nature « SEPAMENA »

- **Gestion contrôlée par des tiers financeurs :**

- Siège de la Fondation pour les activités ci-après :
 - Une partie du fonctionnement du siège
 - Une partie de la gestion de la trésorerie
- Secteur « Enfants & Jeunes » :
 - Les Instituts Médicaux Educatifs, Pédagogiques et Professionnels et services associés
 - de Bry sur Marne (74 lits et places)
 - de Châteaudun (D.A.M.E.) (119 lits et places)
 - de Vayres-sur-Essonne (85 lits et places)
 - de Moret-sur-Loing (120 lits et places)
 - SESSAD « un relais pour demain » de Melun (52 places)

Certifié conforme, le 11 juillet 2023

Baker Tilly STREGO

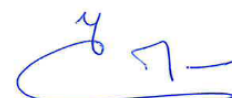
Le Commissaire aux comptes

Jean-Yves MACE

- Surdité
 - CPA de Paris 11 me (49 places)
 - CAG de Paris 14 me (65 lits et places)
 - CMPSI de la Norville (140 lits et places)
 - de CODALI (55 places)
 - Les Cr ches de l'ONCP
 - Crèche du Mail (62 berceaux)
 - Crèche multi-accueil André Rousseau (66 berceaux)
 - Crèche Saint Amboise (30 berceaux)
 - Crèche Saint Sébastien (40 berceaux)
 - Crèche Petit Moulin (24 berceaux)
 - Crèche Brancion (18 berceaux)
 - Crèche du XVI  (55 berceaux)
 - Crèche du Point du Jour (50 berceaux)
 - Halte-Garderie Emeriau (20 berceaux)
 - Les Etablissement de protection de l'enfance
 - Foyer de Courbevoie (37 lits et places)
 - Maison de l'Enfance de Bry-sur-Marne (48 lits)
- Secteur « Adultes handicapés » :
- Etablissements et Services d'Aide par le Travail
 - de Bry-sur-Marne (72 places)
 - de Paris 13 me (82 places)
 - de Montesson (90 places)
 - de Noyon (140 places)
 - de Chinon (99 places)
 - de Magnanville (39 places)
 - de l'AAE (50 places)
 - Les centres d'habitat et services associés
 - de l'Essonne (79 lits et places)
 - de Montesson (121 lits et places)
 - de Noyon (113 lits et places)
 - de Beaumont-en-Véron (120 lits et places)
 - Service d'Accueil de Jour de Noyon (20 places)
 - AMSAD SAVS de Paris 20 me (60 places)
 - Les Foyers d'accueil médicalisé
 - de Septeuil (60 lits)
 - de Monchy Saint Eloi (50 lits)
- Secteurs « Patients & Malades »
- Hôpital Léopold Bellan (210 lits et places)
 - CRF de Chaumont-en-Vexin (80 lits et places)
 - CRC d'Ollencourt (88 lits et places)
 - Hôpital de jour de l'AAE (40 places)
 - Hospitalisation   Domicile de Magnanville (35 places)
- Secteurs « Personnes  g es » :
- Les Etablissements d'Hébergement pour Personnes  g es Dépendantes « EHPAD »
 - de Magnanville (324 lits)
 - de Septeuil (102 lits)
 - de Tours (86 lits)
 - de la Grande Bretèche (65 lits)
 - de Bois-Colombes (82 lits)

Certifié conforme, le 11 juillet 2023

Baker Tilly STREGO



Le Commissaire aux comptes

Jean-Yves MACE

- de Mantes la Jolie (82 lits et 12 places pour le SAJ)
 - de Romainville (110 lits et 15 places pour le SAJ)
 - de Montesson (84 lits et 10 places pour le SAJ)
- Les Services de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) et les Services d'Aide à Domicile (SAD)
 - SSIAD de Magnanville (180 places)
 - SSIAD de présence à domicile (120 places)
 - SSIAD de Paris 20ème (310 places)
 - SSIAD d'Hygié Santé (88 places)
 - SAD de Paris 20ème

La quote-part d'intérêt de la Fondation dans la Foncière Solidaire Léopold Bellan est de 20,44%.

1.3. Faits majeurs

L'exercice 2022 est fortement impacté par les mesures salariales issues du Ségur de la Santé représentant 9 482 K€ pour un financement obtenu de 8 613 K€, ainsi que par la revalorisation de la valeur de point partiellement financée.

L'activité du dispositif MAIA-Oise Est (Méthode d'Action pour l'Intégration des services d'aide et de soins dans le champ de l'Autonomie) issu du plan Alzheimer 2008-2012 a été transféré dans le cadre d'une opération d'apport partiels d'actifs à une autre association.

La Fondation a également ouvert l'établissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes « EHPAD » de la Grande Bretèche, en novembre 2022. Il s'agit d'un EHPAD de 65 places, en totalité habilité à l'aide sociale, situé à Tours.

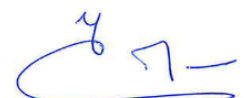
Dans le cadre de l'opération de relocalisation de l'AAE, l'ESAT a bénéficié d'un financement de l'ARS par fonds dédiés à l'investissement de 2 000 K€.

1.4. Événements postérieurs à la clôture

Nous ne notons à ce jour aucun événement majeur postérieur à la clôture.

Certifié conforme, le 11 juillet 2023

Baker Tilly STREGO



Le Commissaire aux comptes

Jean-Yves MACE

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Principes comptables retenus par la Fondation

Les conventions générales comptables pour l'élaboration et la présentation des comptes annuels de l'exercice 2022 ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- *des règlements ANC n°2018-06 et ANC n° 2020-08 relatifs aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;*
- *du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;*
- *de la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 15 décembre 2020 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis.*

2.2 Changement de méthode comptable et de présentation et d'évaluation

Aucun changement de méthode comptable et de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice 2022.

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice 2022.

2.3 Organisation comptable

Les comptes annuels de la Fondation, seule entité juridique qui dispose de la personnalité morale et de la capacité à gérer les établissements qui lui sont attachés et placés sous contrôle de tiers financeurs, sont la transcription comptable de son action 2022.

La tenue de comptabilité dans la Fondation est décentralisée dans les établissements, toutefois des centres de service partagés se mettent en place depuis novembre 2020 pour sécuriser les processus de comptabilité et de paie.

La comptabilité de la Fondation est subdivisée en « dossiers comptables » correspondant chacun à une structure sociale ou médico-sociale (EHPAD, AMSAD, SESSAD, SSIAD, ESAT, centres d'habitat et services associés, FAM, IME/IMPro, Foyers d'accueil pour l'enfance, Centres pour les enfants et jeunes atteints de surdité) ou à des structures sanitaires (hôpital, centre de rééducation fonctionnelle, centre de réadaptation cardiaque, hôpital à domicile).

2.4 Comptes de liaison

Les flux entre chaque comptabilité sont enregistrés au moyen de comptes de liaison (181 4 « Fonctionnement avec le Siège », 181 1 « Investissement », 181 2 « Trésorerie », 186 « Inter-établissements »).

La trésorerie et les règlements aux tiers (fournisseurs, organismes fiscaux et sociaux, salariés) sont gérés par chaque établissement de la Fondation.

Au 31 décembre 2022, les comptes de liaison sont éliminés dans le cadre des opérations de neutralisation visant à établir les états financiers combinés de la Fondation.

Certifié conforme, le 11 juillet 2023

JEAN-YVES MACE

Le Commissaire aux comptes

Jean-Yves MACE

2.5 Détermination du résultat

Le résultat comptable de la Fondation est déterminé par différence entre les produits et les charges.

Le résultat comptable comprend :

- le résultat définitivement acquis des activités en propre ;
- des résultats sous contrôle du tiers financeur.

70 établissements et services sur 89, y compris le siège, sont sous contrôle des ARS ou des Conseils départementaux ou de la Ville de Paris, qui se prononcent sur l'opposabilité des dépenses et des ressources en application de l'article R 314-52 du CASF.

En ce sens, deux niveaux de résultat apparaissent :

- le résultat comptable (Règlement ANC N° 2014-03, voir tableau 3.1) : ce résultat respecte les principes et règles comptables en vigueur.
- le résultat effectif (cf. 3.2) : correspond au résultat comptable auquel on ajoute le résultat antérieur repris par les tiers financeurs.

2.6 Immobilisations et amortissements

Les immobilisations incorporelles regroupent les acquisitions de logiciels, ainsi que les frais de 1^{er} établissement. Les acquisitions de l'exercice s'élèvent à 1 603 K€.

Les immobilisations corporelles regroupent les terrains, les constructions, les agencements, le matériel. Les acquisitions de l'exercice s'élèvent à 13 864 K€.

Les coûts d'acquisition des immobilisations corporelles intègrent le prix d'achat, mais également des frais accessoires (honoraires architectes géomètres experts, assurances dommages ouvrages...).

La Fondation applique les règlements n° 2014-03.

Les amortissements sont calculés de façon linéaire l'année de leur acquisition « au prorata temporis ».

Les durées de vie retenues sont les suivantes :

. Construction sur sol propre	=	30, 40 et 50 ans
. Installations générales, agencements constructions	=	10 et 15 ans
. Installations techniques, matériels et outillages industriels	=	5, 10 et 15 ans
. Matériels de transport	=	5 ans
. Matériels de bureau et informatique	=	5 ans
. Mobiliers	=	5 et 10 ans

Particularité du secteur ESMS : Les règlements comptables relatifs aux actifs immobilisés dans les associations et fondations, notamment la comptabilisation des immobilisations par composants ont été appliqués pour les établissements les plus importants de la Fondation : l'Hôpital, les établissements des Yvelines (l'EHPAD de Magnanville, l'EHPAD et le FAM de Septeuil) et l'IMPro de Vayres sur Essonne. Les nouveaux établissements et les établissements restructurés ont également respecté cette règle.

L'écart de la dotation aux amortissements est de 147 K€ pour une dotation aux amortissements 2022 de 13 188 K€. Compte tenu de l'impact sur les résultats 2022 de ces établissements, il a été procédé, par l'intermédiaire d'un tableau de passage du résultat comptable au résultat administratif, à une dotation complémentaire des amortissements par composants dans les comptes administratifs des établissements :

- EHPAD de Magnanville : -47 K€
- EHPAD de Septeuil : -100 K€

L'établissement de Vayres sur Essonne étant inclus dans un CPOM, il n'a pas été procédé à un tel retraitement du résultat administratif pour le surcoût d'amortissement de cet établissement (165 K€).
Le total des amortissements excédentaires différés s'élève à 3 659 K€ au 31 décembre 2022.

Dépréciation des immobilisations : une dépréciation est constatée dès lors que sa valeur actuelle est devenue inférieure à sa valeur nette comptable et que cet écart est significatif.

2.7 Créances usagers et autres créances

Par prudence, une dépréciation est comptabilisée dans la mesure où une perte probable apparaît dont les effets sont jugés réversibles. C'est le cas lorsque les autorités de tutelle et de tarification contestent le règlement de certaines créances antérieures.

2.8 Valeurs mobilières de placement et autres titres

Les placements détenus par la Fondation sont principalement constitués de contrats de capitalisation, de comptes à terme à revenu progressif, de comptes sur livrets et des placements obligataires.

Pour les titres, une dépréciation est constatée dès lors que leur valeur actuelle est devenue inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur actuelle correspond au dernier cours de l'exercice.

Provision pour dépréciation : une dépréciation est constatée dès lors que sa valeur actuelle est devenue inférieure à sa valeur nette comptable et que cet écart est significatif. La Fondation Leopold Bellan est en effet impactée par la mauvaise performance des placements financiers avec une provision pour dépréciation de 1002 K€ portant sur des obligations (772 K€), un portefeuille actions (100 K€) et un FCP obligataire (127 K€).

2.9 Provisions et réserves réglementées

Les provisions réglementées correspondent aux postes suivants :

- Réserve de trésorerie attribuée sous forme de majoration de prix de journée ou de dotation au fonds de roulement (art. 4 du décret du 29 décembre 1959, art. 9 du décret du 11 août 1983, art 7 du décret du 30 Décembre 1985),
- Plus-values sur Sicav réinvesties (articles R314-81 et R314-95 du CAFS, confirmés par l'arrêté du 12 novembre 2008),
- Plus-values liées à la vente d'immobilisations corporelles et incorporelles (articles R314-81 et R314-95 du CAFS, réaffirmés par l'arrêté du 12 novembre 2008).

2.10 Subventions d'investissement

Le règlement ANC n° 2014-03 donne le choix entre deux méthodes comptables, dont aucune n'est qualifiée de méthode de référence, pour les subventions d'investissement.

Ainsi, deux options sont offertes à l'entité :

- la subvention peut être enregistrée en totalité en produits exceptionnels,
- la subvention peut être enregistrée dans les capitaux propres au compte 13 (PCG art. 941-13)

La Fondation enregistre les subventions d'investissements reçues dans les capitaux propres.

Conformément au principe d'engagement, La Fondation comptabilise les subventions acquises dans l'exercice concerné même si elles ne font l'objet que d'un encaissement partiel sur l'exercice.

A titre de rappel, le schéma comptable prévu par le règlement CRC n° 1999-01 pour les subventions d'investissement sur les biens renouvelables n'existe plus depuis 2020.

2.11 Provisions pour risques et charges

Les comptes de provisions pour risques et charges enregistrent les provisions constituées par la Fondation pour faire face à une obligation probable mais dont le montant et/ou l'échéance reste(nt) incertain(s). Il s'agit notamment des provisions pour départ à la retraite, des provisions pour litiges.

Certifié conforme, le 11 juillet 2023

Le Commissaire aux comptes

Jean-Yves MACE

2.12 Fonds dédiés et fonds reportés

La réglementation a prévu la création de comptes spécifiques pour enregistrer les fonds reçus par la Fondation et dédiés à un projet.

Ces comptes portent le nom de fonds dédiés. Ils apparaissent sur une ligne distincte du bilan avant les provisions pour risques et charges.

Les fonds dédiés à des projets correspondent à des financements versés par l'autorité de contrôle. Cette dernière signifie formellement à la Fondation qu'une partie des fonds versés est destinée à la couverture d'un projet ou d'un risque défini.

Les fonds reçus en cours d'exercice et non utilisés à la clôture sont portés au bilan dans les comptes de fonds dédiés par le biais d'un compte de charge intitulé : « Reports en fonds dédiés ». Ce compte figure sur une ligne distincte du compte de résultat.

A l'inverse, quand des fonds reçus lors d'un exercice antérieur ont été utilisés au cours de l'exercice conformément aux engagements pris, les fonds sont rapportés au compte de résultat par le biais de comptes de produits : « Utilisation des fonds dédiés ». Ces comptes figurent également sur une ligne distincte du compte de résultat.

2.13 Provision pour congés annuels, Jours RTT et Compte Epargne Temps

Provisions pour congés annuels : la Fondation enregistre une provision pour congés acquis en vertu du principe d'indépendance des exercices.

Cette provision couvre les droits à congés acquis par les salariés, tant au titre des congés payés que des congés d'ancienneté.

3. INFORMATIONS RELATIVES A LA FORMATION DU RESULTAT

3.1. Résultat comptable

Le résultat comptable de la Fondation se décompose ainsi :

En €	2022	2021
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	-4 214 074	-1 119 480
Résultat non contrôlé par des tiers financeurs	1 253 272	2 557 502
Résultat comptable total	-2 960 802	1 438 021

3.2. Résultat effectif sous contrôle du tiers financeur

La définition de ces deux niveaux de résultat a été rappelée précédemment (paragraphe 2.6).

En €	2022	2021
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	-4 214 074	-1 119 480
Reprise de résultat N-2 validé par les tiers financeurs	150 227	120 465
Résultat effectif	-4 063 847	-999 015

Certifié conforme, le 11 juillet 2023
Baker Tilly STREGO

4. INFORMATIONS RELATIVES A L'ACTIF DU BILAN

4.1 Etat des actifs immobilisés

	Valeur début d'exercice	Mouvements de périmètre	Augmentation par acquisitions	Variation par virements de poste à poste	Diminution par sorties d'actifs	Valeur fin d'exercice
Frais d'établissement	1 065 316	0	46 173	0	0	1 111 489
Frais de recherche et de développement	55 843	0	0	0	0	55 843
Concessions, brevets et droits similaires	5 060 740	0	1 087 534	105 337	-17 158	6 236 453
Autres immobilisations incorporelles	6 512 378	0	7 197	0	0	6 519 575
Immobilisations incorporelles en cours	760 286	0	356 475	-105 337	0	1 011 424
Immobilisations incorporelles	13 454 563	0	1 497 379	0	-17 158	14 934 784
Terrains	20 869 459	0	84 836	162 825	0	21 117 120
Agencements et aménagements des terrains	7 466 790	0	15 394	0	-2 213	7 479 971
Constructions et leurs agencements, aménagements	249 883 851	0	726 517	244 324	-9 287	250 845 405
Installations techniques, matériel et outillage	24 927 288	0	1 289 194	9 321	-316 898	25 908 905
Installations générales, agencements divers	20 627 380	0	1 609 482	59 740	-4 802	22 291 800
Autres immobilisations corporelles	24 064 906	0	1 645 840	9 079	-643 882	25 075 943
Immobilisations corporelles en cours	3 401 348	0	8 492 523	-485 289	-172 275	11 236 307
Avances et acomptes	6 257	0	0	0	-3 607	2 650
Immobilisations corporelles	351 247 279	0	13 863 786	0	-1 152 964	363 958 101
Participations et créances rattachées	3 200 559	0	0	0	-1 068 851	2 131 708
Autres immobilisations financières	1 032 513	0	193 330	0	-56 259	1 169 584
Immobilisations financières	4 233 072	0	193 330	0	-1 125 110	3 301 292
ACTIF IMMOBILISE	368 934 914	0	15 554 495	0	-2 295 232	382 194 177

Les **acquisitions d'immobilisations incorporelles** de l'exercice s'élèvent à 1 497 K€. Elles comprennent des acquisitions de logiciels, en particulier au titre du renouvellement de la salle serveurs commune aux établissements de la Fondation et de licences informatiques.

Les **acquisitions d'immobilisations corporelles** de l'exercice s'élèvent à 13 864 K€ dont :

- 3 342 K€ pour le CMPSI de la Norville, qui poursuit les travaux de rénovation de l'ensemble du site initiés en 2021.
- 2 822 K€ pour la reconstruction de l'immeuble situé rue du Point du Jour à Paris, qui comprendra une crèche et 7 appartements,
- 607 K€ d'investissements pour seconde phase de travaux destinés à la rénovation du Centre d'Habitat de Noyon, dont la livraison au premier semestre 2023.
- 532 K€ pour le Pôle gérontologique de Magnanville, qui a démarré ses travaux de rénovation en 2022.
- 492 K€ pour L'EHPAD / EAM de Septeuil, au titre de travaux de désenfumage

Certifié conforme, le 11 juillet 2023

Baker Tilly STREGO



Le Commissaire aux comptes

Jean-Yves MACE

4.2 Etats des amortissements et des dépréciations

4.2.1 Etat des amortissements et dépréciations des immobilisations

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation par dotations	Variation par virements de poste à poste	Diminution par sorties d'actifs	Valeur fin d'exercice
Frais d'établissement	1 007 021	0	40 259	0	0	1 047 280
Frais de recherche et de développement	53 239	0	1 080	0	0	54 319
Concessions, brevets et droits similaires	4 510 884	0	461 968	0	-17 159	4 955 693
Autres immobilisations incorporelles	1 060 565	0	134 954	0	0	1 195 519
Immobilisations incorporelles	6 631 709	0	638 261	0	-17 159	7 252 811
Terrains	6 453 127	0	198 674	0	-2 213	6 649 588
Agencements et aménagements des terrains	130 248 846	0	8 402 509	0	-7 694	138 643 661
Constructions et leurs agencements, aménagements	19 668 915	0	1 384 393	0	-450 704	20 602 604
Installations techniques, matériel et outillage	14 457 120	0	1 123 202	0	-4 606	15 575 716
Autres immobilisations corporelles	19 648 171	0	1 441 199	0	-581 456	20 507 914
Immobilisations corporelles	190 476 179	0	12 549 977	0	-1 046 673	201 979 483
Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0
Immobilisations financières	0	0	0	0	0	0
ACTIF IMMOBILISE	197 107 888	0	13 188 238	0	-1 063 832	209 232 294

4.2.2 Etat des dépréciations de l'actif circulant

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Dotations	Variation par virements de poste	Reprises	Valeur fin d'exercice
Stocks et en cours	134 365	0	15 401	0	0	149 766
Créances	1 154 444	0	546 350	0	-85 983	1 614 811
ACTIF CIRCULANT	1 288 809	0	561 751	0	-85 983	1 764 577

4.2.3 Etat des avances et acomptes versés sur commande

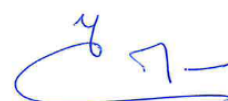
Les avances et acomptes versés sur commande s'établissent à 219 K€, et n'appellent pas de commentaire particulier.

4.3 Etat des Créances

	Valeur fin d'exercice	A un an au plus	A plus d'un an
Autres immobilisations financières	1 169 583	391 376	778 207
Actif immobilisé	1 169 583	391 376	778 207
Redevables, usagers & comptes rattachés	18 435 826	17 453 305	982 521
Autres créances	7 590 401	7 590 401	0
Charges constatées d'avance	1 808 274	1 808 274	0
Actif circulant et comptes de régularisation	27 834 501	26 851 980	982 521
TOTAL DES CREANCES	29 004 084	27 243 356	1 760 728

Sur les 18,4 M€ de créances brutes figurant à l'actif sous la terminologie « redevables, usagers et comptes rattachés », une somme de 1 M€ concerne la créance CPAM - prix de journée 1984 des établissements financés par la Dotation Globale (Secteur Sanitaire).

Certifié conforme le 11 juillet 2023
Baker Tilly STREGO



Le Commissaire aux comptes
Jean-Yves MACE

Concrètement, cette somme de 983 K€ qui apparaît ancienne, qui compose l'essentiel des créances « redevables, usagers » à plus d'un an, n'est en fait qu'un simple décalage de règlement dans le temps et il n'y a pas lieu de provisionner cette créance malgré son ancienneté.

Le solde des créances « redevables usagers et comptes rattachés », concerne le prix de journée ou la dotation globale des établissements contrôlés par des tiers financeurs, la vente des produits ou les prestations des établissements et services d'aide par le travail.

4.4 Autres créances

Les autres créances augmentent de 1 319 K€, elles concernent principalement les postes suivants :

- L'Etat et autres collectivités publiques pour **2 116 K€**, contre 1 673 K€ au 31 décembre 2021.
- Les avances au personnel et créances sur les organismes sociaux pour **964 K€** (482 K€ au 31 décembre 2021).
- Les subventions à recevoir pour **355 K€** (482 K€ au 31 décembre 2021).
- Les produits à recevoir et les autres débiteurs divers s'élèvent à **4 154 K€** à comparer à 3 634 K€ au 31 décembre 2021. Cette augmentation s'explique par des produits à recevoir correspondant aux recettes notifiées mais non reçues à la clôture de l'exercice.

4.5 Valeurs mobilières de placement

Ce poste correspond à des placements de trésorerie.

Ces placements, disponibles à court terme, se composent comme suit :

Valeurs mobilières de placement

En K€

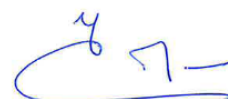
Comptes sur livret
Comptes à terme
Contrats de capitalisation
Obligations structurées
Actions et parts sociales
OPCVM et titres obligataires

Valeurs mobilières de placement

2022	2021
8 088	5 569
9 620	9 090
13 788	13 542
7 319	8 058
2 109	347
6 590	6 840
47 514	43 446

Certifié conforme, le 11 juillet 2023

Baker Tilly STREGO



Le Commissaire aux comptes

Jean-Yves MACE

5 INFORMATIONS RELATIVES AU PASSIF DU BILAN

5.1 Fonds propres

Les Fonds propres (anciennement appelés fonds associatifs) avec et sans droit de reprise sont stables en 2022.

Fonds propres

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation	Diminution par reprises	Variations par virement de poste à poste	Valeur fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	54 618 503	0	-104 680	0	0	54 513 823
Fonds propres pouvant être repris	901 534	0	104 680	0	0	1 006 214
Total	55 520 037	0	0	0	0	55 520 037

5.2 Ecart de réévaluation

Au 31 décembre 2022, l'écart des réévaluations s'élève à 13 660 728 €, et se décompose comme suit :

Etablissements	Réévaluation (en €)
Siège de la Fondation	5 200 009
CRF de Chaumont-en-Vexin	152 449
CRC Ollencourt	149 095
EHPAD de Magnanville	1 524 490
EHPAD de Septeuil	457 347
Résidence médicalisée de Bois-Colombes	1 219 592
Maison de l'enfance de Bry-sur-Marne	266 827
Foyer de Courbevoie	533 572
ESAT de Bry-sur-Marne	533 572
ONCP	3 623 775
TOTAL	13 660 728

5.3 Etat des réserves

	Valeur début d'exercice	Mouvement de périmètre	Affectation des résultats	Valeur fin d'exercice
Réserves d'investissement	35 828 322	0	978 347	36 806 669
Réserves de trésorerie	4 860 063	0	0	4 860 063
Réserves de compensation des déficits	6 660 734	-41 024	926 763	7 546 472
Réserves de compensation d'amort.	3 670 052	0	39 220	3 709 272
Autres réserves	6 049 217	0	-19 663	6 029 554
Total des Réserves	57 068 388	-41 024	1 924 667	58 952 030

Le poste « réserve d'investissement » constitue une réserve, dotée par l'affectation du résultat excédentaire pour financer des projets d'investissements. Le poste « réserve d'investissement » augmente de 978 K€ par rapport à 2021, en totalité imputables aux affectations de résultats.

Le poste « autres réserves » est alimenté par les réserves pour projet associatif, il s'élève au 31/12/2022 à 6 029 K€.

La rubrique « réserve de compensation » est augmentée ou diminuée par les autorités de tarification des établissements sous contrôle de tiers financeurs, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Sa vocation est de permettre de financer le déficit d'un exercice donné par compensation avec les excédents antérieurs laissés exceptionnellement et provisoirement à disposition de l'établissement concerné ou de financer des surcoûts de charges d'amortissements.

Certifié conforme, le 11 juillet 2023

Baker Tilly STREGO

Le Commissaire aux comptes

Jean-Yves MACE

Au 31/12/2022, les réserves destinées à financer les déficits futurs s'élèvent à 7 546 K€ et celles destinées à financer les surcoûts de charges d'amortissements à 3 709 K€.

La rubrique « réserve de trésorerie/ excédent affectée à la couverture du BFR » s'élève à 4 860 K€.

Les réserves affectées aux activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée s'élèvent à 34 949 K€.

	31/12/2022	31/12/2021
Réserves	58 952 030	57 068 388
relatives aux activités sociales et médico sociales	34 949 272	33 148 800

5.4 Report à Nouveau

	Valeur début d'exercice	Mouvement de périmètre	Affectation des résultats	Variations par virement de poste à poste	Valeur fin d'exercice
Non contrôlé par les tiers financeurs	4 048 670	0	1 759 765	74 511	5 882 946
Sous contrôle de tiers financeurs en attente	-6 816 036	-34 450	-2 273 468	-99 685	-9 223 639
Charges non opposables aux financeurs	-2 051 107	0	-199 548	25 173	-2 225 482
Dette de congés à payer et autres droits acquis	-4 954 383	0	115 016	0	-4 839 367
Amortissements comptables excédentaires différés	-3 817 747	0	158 670	0	-3 659 077
Total report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	-17 639 273	-34 450	-2 199 330	-74 512	-19 947 565
Total du Report à nouveau	-13 590 603	-34 450	-439 565	-1	-14 064 619

Globalement le report à nouveau augmente de 474 K€, du fait de l'affectation du résultat 2021 proposée par le Conseil d'Administration, et après divers reclassements entre des postes de report à nouveau et de réserves ou de provisions.

Les postes de report à nouveau relatifs aux activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée s'élèvent à -19 909 K€.

	31/12/2022	31/12/2021
Report à nouveau	-14 064 618	-13 590 604
relatives aux activités sociales et médico sociales	-19 908 877	-17 744 658

5.5 Subventions d'investissements

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation	Diminution par reprises	Variations par virement de poste à poste	Valeur fin d'exercice
Subventions	41 929 479	0	527 400	0	-620 000	41 836 879
Reprise des subventions	-14 297 243	0	0	-1 825 677	620 000	-15 502 920
Total des Subventions	27 632 236	0	527 400	-1 825 677	0	26 333 959

Les subventions d'investissements diminuent de 1 298 K€, après reprise de 1 826 K€ dans le résultat.

Des subventions ont été perçues en 2022 pour 527 K€, elles concernent principalement le financement de la reconstruction de la crèche du Point du Jour pour 210 K€, et le financement de divers investissements en matériel et rénovation, notamment l'ESAT de Chinon et le CRC de Chaumont.

Les reprises de subventions impactent les produits exceptionnels, à l'exception de 359 K€ correspondant aux reprises des subventions d'investissement des crèches qui sont positionnées en produits d'exploitation, en lien avec leur mode de financement.

Baker Tilly STREGO

Le Commissaire aux comptes

Jean-Yves MACE

5.6 Etat des provisions réglementées

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation	Diminution par reprises	Variations par virement de poste à poste	Valeur fin d'exercice
Provisions destinées à renforcer le BFR	1 775 401	0	0	0	0	1 775 401
Différence sur réalisation d'actif	2 465 172	0	81 315	-6 725	0	2 539 761
Autres	839 361	0	0	-163 277	0	676 084
Total des Provisions réglementées	5 079 934	0	81 315	-170 002	0	4 991 246

5.7 Etat des fonds dédiés

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation par dotation	Variation par virements de poste à poste	Diminution par reprises	Valeur fin d'exercice
Fonds dédiés à l'investissement	10 051 899	0	3 309 802	97 386	-707 504	12 751 583
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	4 460 462	-76 622	1 808 431	-97 387	-1 382 482	4 712 403
Fonds dédiés liés à la générosité du public	1 297 620	0	340 251	-1	-244 450	1 393 420
Provisions pour fonds dédiés	15 809 981	-76 622	5 458 484	-2	-2 334 436	18 857 406

Ce poste représente des fonds de différentes natures (ouverture de nouvelles activités, formations, déménagements, dispositifs médicaux...).

Conformément à la mise en application des règlements ANC n° 2108-06 et 2019-04, à compter du 1^{er} janvier 2020, la provision réglementée pour renouvellement des immobilisations est reclassée en fonds dédiés. Ce changement de classification est sans incidence sur la présentation du compte de résultat ou sur le montant du résultat de l'exercice.

5.8 Etat des provisions pour risques et charges

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation par dotation	Variation par virements de poste	Diminution par reprises	Valeur fin d'exercice
Provisions pour litiges.	361 906	0	100 339	0	-178 870	283 375
Autres provisions pour risques.	695 050	0	5 106	0	-179 012	521 144
Provisions pour risques	1 056 956	0	105 445	0	-357 882	804 519
Provisions pour pensions et obligations similaires	7 327 690	-2 703	700 085	0	-360 464	7 664 609
Provisions pour grosses réparations.	383 427	0	150 000	0	-63 168	470 259
Autres provisions pour charges.	965 348	0	147 167	0	-106 971	1 005 544
Provisions pour charges	8 676 465	-2 703	997 252	0	-530 603	9 140 412
Provisions pour risques et charges	9 733 421	-2 703	1 102 697	0	-888 485	9 944 931

5.9 Etat des dettes financières

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Souscription de nouveaux emprunts	Remboursements	Valeur fin d'exercice
Emprunts auprès des établissements de crédit	56 534 774	0	3 878 635	-3 735 333	56 678 076
Emprunts assortis de conditions particulières	363 795	0	0	-51 885	311 910
Dettes financières	56 898 569	0	3 878 635	-3 787 218	56 989 986

Plusieurs nouveaux emprunts ont été souscrits en 2022 ou ont fait l'objet de tirages complémentaires, notamment un pour le CMPSI de La Norville (1 630 K€), un pour la reconstruction de la Crèche du Point du Jour (2 632 K€).

	Valeur fin d'exercice	A un an au plus	de 2 à 5 ans	plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	56 678 076	3 070 000	12 878 570	40 729 508
Emprunts assortis de conditions particulières	311 910	48 836	189 245	73 829
Dépôts et cautionnements reçus	811 305	327 206	324 854	159 245
Intérêts courus.	85 741	85 741		
Total des dettes à caractère financier	57 887 032	3 531 783	13 392 669	40 962 582

5.10 Etat des dettes fournisseurs et comptes rattachés

Le poste « dettes fournisseurs et comptes rattachés » comprend les dettes sur achats liées à l'activité courante de la Fondation.

L'évolution par rapport à l'exercice précédent est de + 205 K€.

5.11 Etat des dettes sociales et fiscales

Le poste dettes sociales et fiscales comprend le personnel et comptes rattachés, les provisions pour congés à payer (charges comprises), les organismes sociaux et comptes rattachés, et l'état et collectivités publiques.

Elles augmentent de 3 411 K€ par rapport à 2021, tenant compte de la revalorisation de la valeur de point d'indice des salaires.

5.12 Etat des dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Le poste « dettes sur immobilisations et comptes rattachés » correspond aux dettes sur les fournisseurs d'immobilisations. Ce poste est en hausse de 701 K€ par rapport à 2021.

5.13 Autres dettes

Le poste « Autres Dettes » comprend les dépôts et cautions des résidents (**961 K€**), les charges diverses à payer (**246 K€**) et les autres créiteurs divers d'un montant total de 919 K€.

6. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

6.1 Résultat d'exploitation (-3 570 K€ en 2022 vs -305 K€ en 2021)

Les produits d'exploitation évoluent de + 12 357 K€.

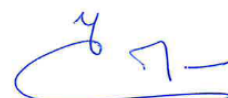
Les produits de tiers financeurs et produits de la tarification augmentent de 11 400 K€, du fait notamment de recettes complémentaires perçues notamment au titre des mesures salariales issues du Ségur de la Santé, ainsi que la revalorisation du point d'indice, et dans une moindre mesure le financement de l'inflation.

Les ventes de biens et services sont en baisse de 394 K€. Le chiffre d'affaires des ESAT est stable. Les revenus des chambres particulières le sont également. Ces produits sont impactés par la fermeture temporaire de la crèche du point du jour (-114 K€), ainsi que la diminution des produits relatifs aux prestations d'aide personnalisée à l'autonomie (-169 K€).

Les autres produits augmentent de 1 253 K€. Ces produits comprennent notamment le complément de rémunération des travailleurs des ESAT, qui augmente de 873 K€.

Certifié conforme, le 11 juillet 2023

Baker Tilly STREGO



Le Commissaire aux comptes

Jean-Yves MACE

Les charges d'exploitation évoluent de + 15 623 K€.

Les salaires et charges fiscales et sociales sur les rémunérations augmentent, à périmètre constant, de 8 406 K€, soit + 6,5%, sous l'impact des mesures salariales issues du Ségur de la Santé, ainsi que la revalorisation du point d'indice.

Les charges fiscales et sociales sur rémunérations sont en hausse de 3 102 K€.

A périmètre constant, les autres achats et charges externes augmentent de 3 397 K€ (soit +8,4%). Les difficultés de recrutement rencontrées se traduisent par un recours plus important au personnel intérimaire et une augmentation significative des charges de personnel extérieur et d'honoraires (+ 1 624 K€).

L'inflation pèse sur les dépenses, en particulier les dépenses d'énergies et fluides (+ 419 k€), les prestations externalisées de blanchissage, alimentation et nettoyage (+ 627 K€), ainsi que les locations et charges locatives (341 k€).

Le développement de l'inclusion scolaire entraîne des déplacements plus fréquents et une progression des frais de transport des usagers (+139 K€).

Les dotations aux provisions et fonds dédiés augmentent de 3 736 K€.

6.2 Résultat financier (-1 130 K€ en 2022 vs -128 K€ en 2021)

Les produits financiers augmentent de 165 K€, passant de 967 K€ en 2021 à 1 133 K€ en 2022.

Les charges financières augmentent de 1 167 K€, passant de 1 096 K€ en 2021 à 2 263 K€ en 2022.

Ces charges sont en effet impactées par la mauvaise performance des placements financiers avec une provision pour dépréciation de 1002 K€ portant sur des obligations Orpéa (772 K€), un portefeuille actions (100 K€) et un FCP obligataire (127 K€).

6.3 Résultat exceptionnel (+ 1 831 K€ en 2022 vs + 1 962 K€ en 2021)

Les produits exceptionnels comprennent des quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat pour 1 487K€, contre 1 518 K€ en 2021.

6.4 Résultat Effectif (-2 811 K€ en 2022 vs +1 558 K€ en 2021)

	31/12/2022	31/12/2021
Excédent ou déficit de l'exercice	-2 960 803	1 438 021
relatif aux activités sociales et médico sociales	-4 947 950	-1 409 171
relatif aux activités sanitaires	733 876	289 690
relatives aux activités en gestion propre	1 253 272	2 557 502
Résultat effectif	-2 810 576	1 558 486
relatif aux activités sociales et médico sociales	-4 797 723	-1 288 706
relatif aux activités sanitaires	733 876	289 690
relatives aux activités en gestion propre	1 253 272	2 557 502

Certifié conforme, le 11 juillet 2023

Baker Tilly STREGO



Le Commissaire aux comptes

Jean-Yves MACE

6.5 Compte de résultat par origine et destination et compte emploi annuel des ressources collectées auprès du public

Compte de résultat par origine et destination

Le CROD rend compte et informe les donateurs sur les sommes collectées provenant de la générosité du public et leur utilisation dans l'exercice ou les exercices suivants celui de leur collecte. Il permet d'effectuer des comparaisons périodiques et d'apprécier l'évolution de la Fondation dans une perspective de continuité d'activité.

Le CROD présente les ressources de la Fondation par origine et ses emplois par destination selon une approche analytique. Il comporte deux colonnes avec le comparatif avec l'exercice antérieur.

La première colonne intègre la totalité des produits et des charges en adéquation avec le compte de résultat. La deuxième colonne présente les éléments du compte de résultat liés à la générosité du public et destinée à alimenter le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public y compris ce qui concerne les contributions volontaires en nature positionnées au pied de ce compte.

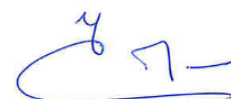
Le CROD se compose de deux parties :

- Produits par origine et charges par destination ;
- Contribution volontaire en nature.

PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	2022		2021	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1,1 Cotisations sans contreparties				
1,2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	368 251	368 251	341 085	341 085
- Legs, donations et assurances-vis				
- Mécénat				
1,3 Autres produits liés à la générosité du public				
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2,1 Cotisations avec contreparties				
2,2 Parainage des entreprises				
2,3 Contributions financières sans contrepartie				
2,4 Autres produits non liés à la générosité du public	194 557 751		182 312 111	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	3 265 520		3 404 239	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	3 727 710	238 229	4 300 898	47 777
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	1 855 116		1 121 089	
TOTAL DES PRODUITS	203 774 348	606 481	191 479 421	388 862
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES				
1,1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	180 321 712	238 229	165 452 064	47 777
- Versements à d'autres organismes agissant en France				
1,2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à d'autres organismes				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2,1 Frais d'appel à la générosité du public	15 969	15 969	18 854	18 854
2,2 Frais de recherche d'autres ressources				
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	6 094 604		7 986 947	
4 - DOTATION AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	14 938 136		14 783 618	
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES	91 034		90 992	
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	5 273 700	340 251	1 708 926	324 161
TOTAL DES CHARGES	206 735 155	594 450	190 041 401	390 792
EXCEDENT OU DEFICIT	-2 960 807	12 031	1 438 021	-1 930

le 11 juillet 2023

Baker Tilly STREGO



Le Commissaire aux comptes

Jean-Yves MACE

Compte emploi annuel des ressources collectées auprès du public

La Fondation Leopold Bella fait, au moyen de diverses actions de communication, une campagne de collecte auprès du public au cours de l'exercice 2022.

Par décret n° 2019-504 du 22 mai 2019, le seuil à partir duquel un organisme est tenu d'établir un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public est applicable aux exercices comptables clos à compter du 1er juin 2020 et aux exercices clos à une date antérieure volontairement par anticipation. Les informations présentées ont été établies sur la base des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

La fondation considère que les legs et donations sont liés aux relations privilégiées nouées depuis de longue date avec les donateurs et qu'ils ne sont pas issus des campagnes liées à la générosité publique.

EMPLOIS PAR DESTINATION	2022	2021
1 - MISSIONS SOCIALES		
1,1 Réalisées en France		
- Actions réalisées par l'organisme	238 229	47 777
- Versements à d'autres organismes agissant en France	0	0
1,2 Réalisées à l'étranger		
- Actions réalisées par l'organisme	0	0
- Versements à d'autres organismes	0	0
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		
2,1 Frais d'appel à la générosité du public	15 969	18 854
2,2 Frais de recherche d'autres ressources	0	0
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	0	0
TOTAL DES EMPLOIS	254 198	66 631
4 - DOTATION AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0
5 - REPORTS EN FONDS DEBIES DE L'EXERCICE	340 251	324 161
TOTAL	594 450	390 792

RESSOURCES PAR ORIGINE	2022	2021
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1,1 Cotisations sans contreparties	0	0
1,2 Dons, legs et mécénat		
- Dons manuels	368 251	341 085
- Legs, donations et assurances-vis	0	0
- Mécénat	0	0
1,3 Autres produits liés à la générosité du public	0	0
TOTAL DES RESSOURCES	368 251	341 085
2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	238 229	47 777
3 - UTILISATIONS DES FONDS DEBIES ANTERIEURS	0	0
TOTAL	606 481	388 862

EXCEDENT DEFICT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC	12 031	-1 930
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN	4 624	6 554
(+) excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	12 031	-1 930
(-) investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public	0	0
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN	16 655	4 624
FIN D'EXERCICE		

Certifié conforme, le 11 juillet 2023

Baker Tilly STREGO

Le Commissaire aux comptes

Jean-Yves MACE

7. AUTRES INFORMATIONS

7.1 Effectifs

	2022	2021
Collaborateurs cadres	372	365
Collaborateurs non cadres	2 111	2 206
Effectif inscrit au 31 décembre	2 483	2 571

7.2 Engagements hors bilan donnés

7.2.1 Crédit-bail immobilier

Néant

7.2.2 Emprunts garantis par des sûretés réelles

Engagements à la Société Générale :

Caution de 30 020 € au profit de la Régie Immobilière de la Ville de Paris (RIVP) pour le bail de l'IMPro de Vayres sur Essonne.

Engagements à la Banque Nationale de Paris (BNP) :

Promesse d'affectation hypothécaire sur prêt initialement en faveur du Centre Augustin Grosselin 1 300 000 €. En 2015, cet emprunt a été réaffecté vers l'ESAT de Noyon et l'Hôpital Léopold BELLAN. Le capital restant dû au 31/12/2022 s'élève à 330 620 €.

7.2.3 Engagements pour indemnités de fin de carrière

Il a été procédé à l'évaluation des indemnités de fin de carrière pour tous les salariés en CDI inscrits à l'effectif de la Fondation au 31/12/2022 en appliquant les critères suivants :

- d'un départ à la retraite à l'âge de 67 ans
- du taux de charges (sociales et fiscales) moyen applicable dans l'établissement sur l'année 2022
- du taux de turn-over moyen constaté sur l'année dans l'établissement
- des indemnités dues selon la convention collective de l'établissement et selon l'ancienneté théorique du salarié à ses 67 ans, sur la base du salaire moyen des 3 derniers mois pour le personnel relevant de la convention collective de 1951 et du salaire du mois de décembre 2022 pour celui de la convention de 1966.
- des tables de mortalité TF00-02 et TH00-02

La valorisation des indemnités de fin de carrière au 31/12/2022 est estimée à 10 639 K€.

Le montant des sommes comptabilisées au 31/12/2022 pour les indemnités de départ en retraite s'élève à 7 665 K€.

Certifié conforme, le 11 juillet 2023

Baker Tilly STREGO



Le Commissaire aux comptes

Jean-Yves MACE

7.3 Rémunérations, avances et crédits aux administrateurs de la Fondation

Les membres du Conseil d'Administration sont tous des bénévoles. Par conséquent, ils ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat. Néanmoins, ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leurs activités de représentation de la Fondation, ainsi qu'une assurance souscrite auprès de la compagnie AXA contre les risques d'accident.

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles ou salariés sont le Président, le Trésorier et le Directeur Général.

Le Président et le Trésorier n'étant pas rémunérés, la communication de cette donnée reviendrait à divulguer une information individuelle.

7.4 Valorisation bénévolat

La Fondation n'a pas opté pour l'inscription en comptabilité des contributions volontaires qui représentent un caractère non significatif et qu'il est difficile d'évaluer de manière suffisamment fiable.

7.5 Régime fiscal

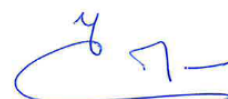
La Fondation n'est pas soumise à l'impôt sur les sociétés pour l'ensemble de ses activités, ni à la TVA, hormis l'activité immobilière et les sections commerciales des ESAT.

7.6 Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes sur l'exercice 2022 facturés au titre du contrôle légal des comptes s'élève à 159 K€ TTC.

Certifié conforme, le 11 juillet 2023

Baker Tilly STREGO



Le Commissaire aux comptes

Jean-Yves MACE